

Accueil

Débat-Concert 5 sept

Salariés en lutte

Actualités

Bonnes nouvelles

Vidéos

Photos

Tracts & affichages

Contact & Liens

Forum & Tchat

Bilan social des effectifs : 1er janv 2007 = 2697 salariés, 1er janv 2009 = 2174, depuis la reprise du site et les promesses de sauvegarde de tous les emplois = 1617 salariés

Lu sur le blog d'Alain Juppé :

L'avenir de FORD à Blanquefort

Nous nous sommes tous battus, et moi le premier, pour éviter la fermeture de l'usine Ford qui fabrique à Blanquefort, dans la communauté urbaine de Bordeaux, des boites de transmission pour le constructeur automobile américain.

Grâce au concours de tous, salariés, syndicats, collectivités locales et grâce à l'implication personnelle de Christine Lagarde qui m'avait assuré de son soutien, la reprise de l'établissement par un industriel allemand a été conclue. Reste à la concrétiser, ce qui semble plus long que prévu.

Deux bonnes nouvelles cependant:

- Eric Woerth, que j'avais récemment saisi, vient de me faire savoir, par une lettre en date du 28 septembre, qu'il apportait, "à titre tout à fait exceptionnel et pour tenir compte de la situation du groupe", une réponse favorable à la réclamation fiscale présentée par Ford. C'est évidemment de nature à faciliter la transition.

- Le directeur de l'usine GETRAG FORD m'informe par ailleurs que FORD Etats-Unis vient de confirmer son accord au prolongement du contrat d'approvisionnement de transmissions manuelles 5 vitesses, produites à Blanquefort, sur une période de 10 ans, jusqu'en 2021 donc. Voilà une perspective particulièrement encourageante pour la pérennité du site.

Le 29 septembre 2009

Lu dans Bordeaux Info :

"L'Europe investit 18 millions d'euros supplémentaires en Aquitaine"

"L'Europe investit 18 millions d'euros supplémentaires en Aquitaine"

"En Gironde, l'Europe et l'État soutiendront chacun à hauteur de 298 000 euros la société First Aquitaine Industrie, qui a repris le site de Ford à Blanquefort, dans la mise en œuvre d'un vaste plan de formation d'un coût global de près d'un million d'euros, afin d'adapter les compétences des salariés à ses nouvelles activités." [A lire ici](#)

Infos flash :

Problèmes d'approvisionnement à FAI

Preciturn, repreneur de DAPTA en ce début d'année est une société de décolletage basée à Thiers (Puy-de-Dôme). Elle est sous traitante de FAI et nous fournis des pièces que nous fabriquions avant dans l'ex secteur 2029 mais elle est actuellement est en cessation de paiement et c'est FAI qui finance le brut pour pouvoir être encore livrée. FAI rechercherait un autre fournisseur au cas où Preciturn venait à fondre les plombs. Pour l'instant, d'après la direction, il ne semblerait pas qu'il y ait des risques pour la production.

Réunion CE repoussée

La réunion CE qui devait avoir lieu aujourd'hui a été repoussée à lundi prochain car notre PDG serait malade. Il faut savoir que le président du CE est notre DRH, donc, la présence du PDG n'est pas indispensable. A cette argument, la direction répond que seul notre PDG dispose des informations que nous réclamons sur les projets et l'avenir de ceux ci. Alors attendons une semaine de plus pour voir ce qu'il a d'extraordinaire à nous annoncer. Nous ne sommes plus à ça près. Nous attendons tous cela depuis le 31 mars...

Et GFT dans tout ça ?

A en croire le journal **Sud Ouest**, toujours aussi bien informé par nos directions, tout va bien. Mais non seulement tout va bien maintenant, mais ça va durer jusqu'en 2021, au moins...

A FAI, ça nous rappelle toutes les belles déclarations sur l'avenir de notre ancien PDG faites sur un plateau télé. C'était en 2006 et 3 ans plus tard, cette année donc, nous devons produire une nouvelle transmission pour de nouveaux véhicules. Ah... Que de souvenirs... **A voir ici**.

La CGT-Ford le 28 septembre 2009

Manifestation contre l'abus de ruptures conventionnelles de CDI

La CGT-Ford s'est jointe à la soixantaine de militants CGT qui ont manifesté aujourd'hui, jeudi 24 septembre, devant le site Dassault de Mérignac pour dénoncer "le recours dévoyé aux ruptures conventionnelles de CDI" chez AAA, sous-traitant de l'avionneur.

Les ruptures conventionnelles de contrat de travail par consentement mutuel entre salarié et employeur, un dispositif généralement moins coûteux pour ce dernier qu'un licenciement, ont été mises en place en juillet 2008.

Selon Jérôme Martin, le délégué CGT de l'entreprise AAA, Dassault avait décidé en début d'année de ne plus faire appel à la sous-traitance sur ses trois sites bordelais.

Le délégué syndical affirme que AAA a commencé au printemps à "faire pression" sur une trentaine d'employés, qui avaient refusé de partir travailler dans la région

toulousaine, pour qu'ils acceptent des "ruptures conventionnelles". Mais la Direction départementale du travail a refusé de valider ces "ruptures amiables" pour cinq puis neuf salariés. Selon l'avocate de la CGT, Me Monique Guédon, la direction du travail considère que l'entreprise AAA doit procéder à "des licenciements économiques avec un plan de sauvegarde de l'emploi". Si l'entreprise n'a pas donné suite à cinq premiers dossiers de rupture retoqués par la DDTE, elle a par contre entériné les neuf nouveaux dossiers déposés en juillet, considérant que la réponse de l'administration intervenait hors délais. Sept de ces salariés ont décidé de se pourvoir devant le conseil des prud'hommes de Bordeaux pour faire requalifier "leur rupture amiable en licenciement abusif", a indiqué Me Guédon.

Voir reportage de France 3 ici

La CGT-Ford et l'AFP le 24 septembre 2009

Accords collectifs - Réunion N°8

Le passage en revue du « projet d'accord de substitution » présenté par la direction qui doit remplacer l'ensemble de nos accords collectifs et de ses avenants se poursuit. La fin du chapitre « rémunération » et le chapitre « temps de travail » ont été abordés.

L'article 6 du chapitre « rémunération » c'est la prime de fin d'année (PFA); elle reste inchangée. Nous avons revendiqué que certaines absences justifiées ne fassent pas l'objet d'une réduction de 1/252ème de la prime. C'est le cas, par exemple, des jours où un salarié se retrouve à siéger comme juré en cours d'assise: il n'a pas le choix et donc c'est anormal qu'on lui retienne 1/252ème sur sa PFA. La direction a noté le point et doit se prononcer à la prochaine réunion...

Les articles prime de transport, prime de contrainte (pour les 5x8), travail du samedi, congé paternité sont inchangés.

Le chômage partiel est toujours indemnisé à 70% du salaire horaire brut, et au dessus de la loi nous rappelle la direction. Sauf qu'on se souvient bien de l'annonce du gouvernement en fin de l'année passée de monter à 75%. C'était juste un effet d'annonce, encore une promesse non tenue !

Les médailles du travail: la direction offre la médaille, mais quand on parle d'accompagner la médaille d'un chèque (comme ça se fait dans d'autres grandes sociétés), pas question !

Et nous voilà au chapitre 2 : le temps de travail.

Le tableau des horaires de travail (article 1) reste le même avec une précision à porter : que la semaine de travail pour les 2x8 et 3x8 se déroule du lundi au vendredi.

L'article 2 : Réduction du Temps de Travail (RTT). La direction se vante depuis des mois (que ce soit en CE, DP ou autres réunions) que les accords ne seront quasiment pas modifiés et qu'aucune modification ne sera faite au temps de travail, et bien perdu ! Le calcul de nos jours de RTT change et, bien entendu, pas à l'avantage des salariés. Déjà le jour de solidarité est intégré dans le calcul, chose à laquelle la CGT s'est toujours opposée. Calculs faits sur les 11 prochaines années: ce sont 17 jours de RTT en moins, rien que ça ! Inadmissible après avoir déclaré que le temps de travail ne serait pas modifié !

Toujours sur les RTT, le reliquat du nouveau calcul est toujours égal à 0,73 jour ce qui représente 5h28mn : la direction voulait mettre ce reliquat obligatoirement dans le Compte Épargne Temps (CET) et il nous aurait fallu deux ans avant de pouvoir bénéficier d'un jour complet. Après l'insistance de plusieurs organisations syndicales ce reliquat de 5h 28mn pourra être fractionné en heure et pris au bon vouloir du salarié, rappelant que toute transaction vers le CET doit rester au choix du salarié et pas de la direction.

Les articles suivants, heures supplémentaires, repos compensateur de remplacement, travail de nuit et travail en équipe SD ne bougent pas.

La direction veut remettre en cause des points importants de nos accords collectifs (grille des salaires, RTT) en niant le faire. Soyons prêts à défendre nos acquis !

Prochaine réunion mardi 29 septembre, à suivre...

La CGT-Ford le 24 septembre 2009

Tract de la CGT Général Motors de Strasbourg

Partout, la politique patronale est la même. Partout, il s'agit de faire un maximum de profits que se partageront des actionnaires sans scrupules, appliquant une politique antisociale en règle dans leurs entreprises sur des salariés qui créent pourtant les richesses dont ils profitent. Suppressions d'emplois pour augmenter une productivité jamais suffisante à leurs yeux, reprise d'usine par des gens dont le métier n'est autre que de faire toujours plus d'argent (ils le disent eux même comme ça), taper dans les caisses publiques par autant de subventions qu'ils ont d'imagination. Au final, c'est toujours la même chose, ce sont les salariés qui trinquent, et depuis un an, nous payons le prix fort.

Nous avons reçu un tract des GM de Strasbourg et en le lisant, chacun reconnaîtra la même politique qui est appliquée dans nos entreprises respectives : **Cilquez ici** Mais loin de se résigner, partout aussi, les salariés se révoltent, la colère monte, et elle s'est exprimée clairement jeudi 17 septembre à Paris (voir plus bas sur cette page). Alors comme le disent les GM, vivons DEBOUT ! Tous aux manifs du 7 octobre à Bordeaux et du 22 octobre à Paris.

La CGT-Ford le 23 septembre 2009

Manif des salariés de l'automobile à la bourse de Paris

Article CGT-Ford et AFP le 18 septembre 2009

Nous étions 6000, de PSA, Michelin, Renault, Continental, Delphi, Valeo, Goodyear, Général Motors et bien sur de la CGT-Ford Blanquefort, salariés de l'automobile à défilé jeudi 17 septembre à Paris pour dénoncer devant la Bourse la "logique financière" des groupes industriels du secteur qui licencient face à la crise.

Nous avons défilé de l'Opéra jusqu'à la bourse, décorant au passage la rue de nombreux autocollants apportés par les salariés du pneu. Des militants ont réussi à franchir les barrières protégeant le palais Brongniart, ancien siège de la Bourse de Paris, et nous en avons profité pour nous masser sur ses escaliers, brandissant des pancartes disant "stop aux licenciements boursiers" ou "non au chômage partiel".

Quelques participants ont lancé des oeufs sur les forces de l'ordre protégeant l'Autorité des marchés financiers, face à la Bourse ainsi que sur la façade du palais Brongniart.

La manifestation, une initiative revendiquée comme venant de "la base", était soutenue par les fédérations CGT métallurgie et chimie mais le numéro un de la CGT, Bernard Thibault, n'y a pas participé. Des personnalités politiques telles Olivier Besancenot (NPA), Cécile Duflot (Verts), Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche), Arnaud Montebourg (PS), Maxime Gremetz (PCF) et Georges Sarre (MRC) étaient en revanche présentes pour montrer leur "solidarité".

étaient en revanche présentes pour montrer leur "solidarité".

"150.000 emplois supprimés dans la filière automobile, le pognon aux actionnaires, tout ça au nom de la crise, on ne peut plus le tolérer", répétait au micro un responsable CGT. "Y'en a ras-le-bol de ces guignols qui licencient et empochent les profits", reprenait la foule de salariés, souvent en tenue de travail, venus de Renault Le Mans ou Cléon, Peugeot-Citroën Aulnay, Ford Blanquefort mais aussi des sous-traitants Freescale Toulouse, Delphi et Valeo.

Les "Conti", dont l'usine de pneumatiques de Clairoix (Oise) est désormais fermée, étaient venus en force réclamer l'"arrêt des poursuites" contre leurs six camarades condamnés de trois à cinq mois de prison avec sursis pour des dégradations commises à la sous-préfecture de Compiègne le 21 avril. Pour Xavier Mathieu, l'emblématique leader de leur lutte, "on aimerait que nos confédérations fassent quelque chose, la classe ouvrière en a marre d'en prendre plein la gueule". Même défiance parmi les autres manifestants: "c'est la base des Goodyear qui est à l'origine de ce rassemblement. On en a marre de ces trois journées par an de manifestations intersyndicales et des négociations des confédérations avec le Medef", selon Jérôme Beauvais, ouvrier à l'usine de pneumatiques Goodyear d'Amiens-Nord, où 820 suppressions d'emplois sont prévues. Ses collègues ont tagué sur une colonne du palais de la Bourse "Goodyear en force. Des salariés de Michelin portaient un T-shirt traitant leur employeur de "champion du monde du mensonge". "Un cabinet d'experts a montré que le plan de suppression de 1.093 postes n'est pas justifié économiquement, nous nous réservons le droit d'aller en justice", a fait valoir Serge Allegre (CGT de Saône-et-Loire). Des salariés de General Motors à Strasbourg, où 198 départs volontaires sont programmés, exprimaient le même ras-le-bol: "parallèlement la direction veut 10% de gains de productivité, y'en a marre de cette pression", pour Christophe Sorriaux. Des représentants de Total, Téléperformance et Thales, également sous le coup de plans sociaux, ont gonflé les rangs de la manifestation.

[Cliquez ici](#) > Le reportage filmé par la CGT-Ford est en ligne <[Cliquez ici](#)

[Cliquez ici](#) > Pour le télécharger = meilleurs qualité 123Mo <[Cliquez ici](#)

[Nous avons défilé avec nos copains de Général Motors que nous étions allés soutenir à Strasbourg en octobre 2008 :](#)



[Arlette Laauiller venant à notre rencontre dans le cortège :](#)

Arlette Laguiller venant à notre rencontre dans le cortège :



Arrivée à la bourse et installation sur les marches :





L'autorité des marchés financiers, face à la bourse :



Certains ont choisi de visiter l'intérieur du palais (pour refaire la déco) :





La délégation CGT-Ford sur les marches de la bourse :



Photo souvenir avec Alexis Antoine de Molex et le désormais emblématique Xavier Mathieu de continental :





Olivier Besancenot nous accordant aussi une photo souvenir :



Fin de la manif... Vous avez remarqué quelque chose d'inhabituelle à la bourse ?





Accords collectifs - Réunion N°7

Cette réunion devait être le passage en revue du « projet d'accord de substitution » qui remplacera l'ensemble de nos accords collectifs et des avenants. Pour la préparer, la direction nous a communiqué un document de 17 pages la veille, ce qui ne laisse pas le temps de préparer sérieusement la réunion. Finalement et avec tous les points de désaccords entrevus, la discussion s'est portée uniquement sur une partie du chapitre « rémunération ».

Les articles 1 et 2 de ce chapitre traitent de la grille de salaires et du fonctionnement des augmentations individuelles.

La CGT est profondément contre cette grille présentée, avec la suppression des indices et l'intégration des coeff 335, 365 et 395 nous faisant croire à des perspectives d'évolution de carrière pour les ouvriers. Ce système vise à individualiser de plus en plus les salariés qui vont perdre tous repères de comparaison par rapport à l'ancienne grille. Il en est de même pour l'attribution de mérites et promos : la direction propose que l'attribution d'un mérite varie de 3 à 5% et celle d'une promo de 4 à 6%, un moyen pas très équitable d'augmenter individuellement le salaire d'un salarié. Pourquoi un collègue aurait 4% et un autre 6% pour la même promotion ? C'est un moyen supplémentaire de créer des tensions entre salariés. A force de discussions et de propositions de plusieurs syndicats, la direction devrait proposer l'augmentation pour une promo avec un pourcentage fixe. Par contre, pour les mérites, elle n'est pas d'accord et on se doute pourquoi : c'est ce qui sert de « carotte » pour « récompenser » les salariés.

Pour ces attributions de promos et mérites, il est précisé qu'un délai de douze mois minimum doit être respecté en deux promos ou mérites. Par contre quand nous avons revendiqué un délai maximum soit indiqué, alors là pas question ! Même réaction quand nous demandons que soit précisé que lorsqu'un salarié obtient les points nécessaires à la matrice des compétences pour passer au coeff supérieur, le délai d'un an soit respecté (ce qui n'est pas toujours le cas).

A la demande d'augmenter les mini et les maxi de la grille en fonction de l'augmentation générale annuelle, la réponse est « on en reparlera aux négociations annuelles obligatoires ». C'est encore un point qui est loin d'être acquis...

L'article 3 du chapitre porte sur les primes liées au travail en équipe. Les primes

L'article 3 du chapitre porte sur les primes liées au travail en équipe. Les primes d'équipes, de casse-croûte et de panier de nuit et leur calcul ne semblent pas bouger (nous regarderons ça de plus près, car nous avons eu le document peu de temps avant cette réunion). Nous avons revendiqué que l'obtention de la prime de casse-croûte pour les 1x8 soit notifié sur l'accord, car cela fait parti des us de la boutique, là encore c'est non ! Ça veut dire qu'une prime qui n'est pas notifiée dans un accord peut disparaître n'importe quand.

Les articles 4 et 5 sont l'habillement et la prime d'ancienneté : aucun changement n'est à noter sur ces deux points.

Prochaine réunion mercredi 23 septembre, à suivre...

La CGT-Ford le 16 septembre 2009

VISITE DE SOUTIEN AUX SALARIÉS DE MOLEX

Nous étions une délégation de 9 militants CGT de Ford Blanquefort (8 FAI et 1 GFT) à soutenir les salariés de Molex en lutte contre la fermeture de leur usine. La CGT de Haute Garonne avait organisé un rassemblement devant l'usine ce mercredi 9 septembre.

Nous avons remis aux camarades de la CGT-Molex, les 370 euros que nous avons récolté auprès des salariés de FAI et GFT.

La situation chez Molex est particulièrement tendue. Suite au mouvement de grève entamée en juillet, les patrons ont décidé de fermer l'usine début août. Cela s'appelle un « lock out » et c'est complètement illégal. Les salariés ont attaqué aux prudhommes, résultat le 18 septembre.

En attendant, les salariés sont « bloqués » dehors et ne sont pas payés. Pendant ce temps, la direction exerce un chantage digne d'un patron voyou : « si vous signez le plan social avant le 15 septembre, alors on vous paiera ». Les patrons sont dans l'illégalité complète, ils ont été condamnés plusieurs fois en justice et pourtant ils continuent leur politique sans entrave.

La lutte des « molex » a commencé en octobre dernier, suite à l'annonce de la fermeture qui était alors programmée pour le 30 juin 2009. Cette lutte contre la fermeture de l'usine est longue et difficile.

Depuis des mois, les salariés résistent et n'abandonnent pas l'espoir de sauver leur usine qui est rentable.

Du coup, face à tous les coups tordus de Molex, le gouvernement a fini par intervenir et parle d'un repreneur potentiel (qui reste secret). Molex refuse car il ne veut pas de concurrents. Molex fait tout pour partir au plus vite y compris en proposant une indemnité de licenciement de 60 000 euros. Mais les salariés (avec l'intersyndicale) refusent car ils veulent tout simplement sauver leurs emplois dans une région qui est comme partout marquée par un chômage important.

Depuis la semaine dernière, les salariés s'organisent pour surveiller leur usine 24 heures sur 24 pour empêcher que le patron ne sorte les machines et les matrices (presses). Ils veulent défendre leur outil de travail. Les jours passent et tout devient très difficile sans salaire. Heureusement la solidarité se développe. La population, des élus locaux viennent les soutenir. Un comité de soutien est né récemment.

Des collectes sont organisées et l'argent commence à arriver.

L'usine Molex peut et doit être reprise. La solution passe forcément par une intervention directe de l'Etat et des pouvoirs publics. Des mesures autoritaires doivent être prises pour obliger Molex à continuer son activité.

C'est la lutte des salariés qui a permis de repousser la fermeture et qui permet encore aujourd'hui de garder un espoir. Seulement, s'ils restent seuls, cela sera très compliqué. Les salariés de Continental, ceux de New Fabris ont lutté durement contre les fermetures de leurs usines et n'ont pu finalement l'empêcher.

Cela pose le problème que chaque lutte sorte de l'isolement, qu'il y ait une coordination des actions de tous ceux qui défendent leurs emplois. Le « tous ensemble » est nécessaire et urgent car c'est la seule solution pour

se défendre efficacement contre les licenciements. Nous avons besoin de la solidarité, de l'unité de tous pour empêcher la catastrophe sociale que constitue la politique des patrons.

Les entreprises en lutte, les Goodyear, les « molex », les Ford mais aussi les Continental ou les New Fabris (usines déjà fermées) qui continuent de lutter pour faire respecter les promesses de reconversion peuvent trouver les moyens d'unir leurs efforts et ainsi trouver la force de défendre les emplois de tous.

Nous apportons tout notre soutien aux « molex » et nous serons présents à leur concert de soutien qui aura lieu le vendredi 25 septembre devant leur usine. A noter qu'il y aura un reportage sur leur lutte ce dimanche à 12h45, Dimanche + sur Canal +.

Cliquez > Reportage filmé par la CGT-Ford chez les Molex <Cliquez

Cliquez > Si vous souhaitez télécharger cette vidéo en bonne qualité <Cliquez





Remise du chèque montrant la solidarité des salariés de FAI et de GFT suite aux collectes que nous avons organisé sur les deux sites :



Les bouffons en noir au fond sont les molosses qui empêchent le ouvriers de rentrer dans leur usine :





Exemple de solidarité et de convergence des luttes avec un grand nombre de délégations de boîtes différentes :





*Et bien sur, l'exemple de démocratie que nous connaissons tous :
Pour les patrons voyous, le non respect de loi sans être inquiétés mais pour les
salariés, les huissiers :*





La CGT-Ford le 10 septembre 2009

Soirée débat-concert du samedi 5 septembre

Organisé par la CGT-Ford avec l'aide du comité de soutien

Tous les articles de presse parlant du débat-concert se trouvent dans la rubrique "actualités" et d'autres infos sont disponibles dans la rubrique "Débat-Concert 5 sept"

Débat de 14h00 entre militants syndicaux venant de toute la France :

CGT Labinal Mérignac – CGT Fumel D – CGT New Fabris Châtelleraud – CGT et SUD Renault Technocentre – CGT Monnaie Pessac – Sud PTT – CGT Goodyear – CGT Célanèse – CGT Bâtiment Toulouse – SUD Rail – CGT Caisse des Dépôts – FSU Gironde – Intersyndicale Freescale Toulouse – SUD éduc aquitaine – SUD PTT national – CGT Renault Cléon – CGT entreprise chaudières de Nérac (47) – CGT Sempérit (ex-Kleber) Argenteuil – SUD Santé Gironde – SUD SNPE – CGT CUB – CGT Peugeot Mulhouse – SUD 33 – SUD France Télécom – CGT Dassault Aviation – STM et CGT Ford Valencia (Espagne) – Marche contre la Précarité – Coordination Femmes Egalités :





Débat de 18h00 avec Interventions de la CGT-Ford, du comité de soutien, des militants syndicaux, de la confédération CGT, des élus de la région, etc :

Pour les élus : Le Président de la CUB Vincent FELTESSE, le Sénateur Alain ANZIANI, La députée Pascale GOT, la conseillère générale Christine BOST, le Président du conseil régional Alain ROUSSET, le Vice-président de la CUB Max GUICHARD :



Concert à 20h00 avec Délio (photo), Spark et les Jumperz :

Concert à 20h00 avec Délio (photo), Spark et les Jumperz :



Qui sont nos repreneurs ?

Qui se cache derrière Salvus Diligens ?

Dans un article du journal l'Express intitulé "**Quand les sauveteurs se transforment en naufrageurs**" datant du 03 juin et visible dans la rubrique "actualités" de notre site, nous pouvions lire sur FAI : *"Toutes les interrogations sont pourtant loin d'être levées. A commencer par celles entourant l'identité du repreneur, un fonds de retournement allemand, Salvus Diligens, créé en 2003 à Wiesbaden par trois associés. Il promet d'investir 200 millions d'euros dans l'ex-usine Ford, via un holding ad hoc, en partenariat avec un sous-traitant automobile allemand... et avec l'aide, bien sûr, des pouvoirs publics français."*

La Holding, on la connaît, c'est HZ.

Le partenaire sous-traitant allemand aussi, c'est Hay

Mais qui se cache derrière Salvus Diligens ?

Ils possèdent un site internet <http://www.salvus-diligens.de/> où l'on peut télécharger un **portrait de leur compagnie** et dont nous avons tenté une traduction.

Nous y découvrons que les trois dirigeants de *Salvus Diligens* sont les mêmes que les notre, ceux de HZ : HEINZ-GÜNTER HUB - WOLFGANG MAENNEL - DR. MARKUS ZIEGLER

Nous n'en savons pas plus pour l'instant alors nous interrogerons la direction mais espérons que ce n'est pas une machine à la Bernard Tapie...

La CGT-Ford, questions sans réponses depuis la dernière consultation du

La CGT-Ford, questions sans réponses depuis la dernière consultation du Comité d'Entreprise datant du 31 mars 2009...

**POSITION DE LA CGT-FORD
SUR LE PROJET DE REPRISE DE FAI
PAR LA HOLDING HZ**

Téléchargez la en cliquant ici

Clip de Délio de leur titre : "[Par la porte de derrière](#)"

Historique du site :

- Historique de la page d'accueil du 01.06.2009 au 05.09.2009*
- Historique de la page d'accueil du 01.05.2009 au 31.05.2009*
- Historique de la page d'accueil du 01.04.2009 au 30.04.2009*
- Historique de la page d'accueil du 19.03.2009 au 31.03.2009*
- Historique de la page d'acceuil du 29.02.2009 au 18.03.2009*
- Historique de la page d'acceuil du 29.01.2008 au 28.02.2009*
- Historique de la page d'acceuil du 06.12.2008 au 28.01.2009*
- Historique de la page d'accueil du 20.11.2008 au 06.12.2008*
- Historique de la page d'accueil du 18.10.2008 au 20.11.2008*

